

1

Line et la nécessaire qualité de vie au travail

Line, jeune chercheuse en anthropologie des entreprises, issue de la classe d'âge des *Baby Boomers* (la génération des « bébés épanouis »)¹, constate en 2035 que le climat social dans les entreprises est apaisé.

Elle se demande si cela a toujours été le cas et découvre que dans les années 2005 – 2015, on parlait de « risques psychosociaux » (RPS).

Afin de comprendre ce phénomène, elle réalise une série d'interviews² auprès de témoins et acteurs de l'époque qui lui expliquent l'origine et l'ampleur du sujet.

Au cours de ses recherches, elle découvre notamment l'existence d'un penseur et intellectuel indien, Gulpreet Preet³, qui a participé, par ses travaux, à apaiser la relation sociale dans l'entreprise. Fondée sur le respect, la responsabilité partagée et le management optimal, sa pensée a contribué à forger une nouvelle vision et conception de l'entreprise.

1 De l'anglais « To bloom » : éclore, épanouir.

2 Ces interviews sont retranscrites dans l'ouvrage *Comprendre et prévenir les risques psychosociaux... en éradiquant les pratiques nocives*, de Christian Drugmand et Frank Rouault, paru en 2014 aux Éditions AFNOR.

3 Gulpreet Preet est le fruit de notre imagination ; les travaux de ce chercheur indien visionnaire ont permis à Line dans l'ouvrage précité de comprendre l'évolution des risques psychosociaux au sein de l'entreprise depuis la fin du xx^e siècle.

Line se dit que le sujet était si captivant qu'il serait tout à fait intéressant de rencontrer Gulpreet Preet afin d'échanger avec lui sur la réalité économique de l'époque et la suite de ses travaux de recherche.

En effet, en approfondissant la thématique des risques psychosociaux, elle ne cesse de constater que le monde des années 2010 était fait de conflits économiques, de compétitions et surenchères, de marchés arrachés en dépit de toute logique globalement profitable.

Les pages qui suivent sont une retranscription fidèle de l'entretien que le vieil homme, toujours très actif, accepte d'accorder à notre jeune chercheuse.

L'état de l'art en 2015

— Line : Je vous remercie infiniment du temps précieux que vous avez accepté de me consacrer. J'ai eu l'occasion d'étudier la thématique des risques psychosociaux et de prendre connaissance de vos travaux et propositions pour améliorer la collaboration dans les entreprises. Pourriez-vous me raconter comment vous est venue l'idée de travailler sur ce sujet ?

— Gulpreet Preet : Le monde des années 2000 était une humanité assez extraordinaire dans le sens où ce monde n'a jamais été, de toute son histoire et de façon délibérée, aussi proche de sa fin. C'était une époque où il a flatté sa propension la plus obscure à s'autodétruire. Je vous décris la situation en quelques mots.

L'intérêt personnel poussé à son extrême était devenu la règle omnipotente et chacun faisait fi de son voisin. Autant dire que les plus forts pavoisaient au nez et à la barbe des plus faibles. Le monde était coupé en deux aussi nettement qu'on pourrait le faire avec une faux, avec d'un côté les puissants toujours plus puissants et, de l'autre, ceux qui regroupaient 80 % de la population mondiale.

S'indigner de cet état de fait relevait de l'angélisme tant la puissance économique, financière, monétaire dominait et dictait sa loi. Des banques se risquaient allègrement dans le conflit d'intérêts en finançant des États que par ailleurs elles conseillaient. Des compétitions sportives s'organisaient à coups de milliards, et les athlètes musclés et en bonne santé ignoraient tout de l'origine de leur « attirail » (tenues, équipements) fabriqué dans les pays les plus pauvres du monde par de jeunes enfants obligés de travailler pour survivre. L'Unicef organisait

d'ailleurs chaque année une Journée mondiale contre le travail des enfants. Je me souviens particulièrement des propos de Guy Ryder, directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui déclarait le 12 juin 2013 : « Bien souvent, les facteurs déclencheurs du travail des enfants sont la pauvreté des familles, associée à une perte soudaine de revenu. Il faut briser ce cercle en garantissant aux familles indigentes des ressources suffisantes, un revenu sûr et l'accès aux soins de santé. Ce sont là des mesures de protection sociale qui peuvent aider les familles à résister aux chocs sans avoir à retirer leurs enfants de l'école ni à les faire travailler. »

Plusieurs pays développés avaient ainsi été au bord de la banqueroute pour l'immense profit pécuniaire des conseillers qui recevaient en contrepartie de leurs recommandations éclairées des bonus à faire blêmir la pâleur elle-même.

Bien plus, une poignée d'hommes terriblement riches détenaient à eux seuls la moitié de la richesse humaine produite chaque année. Sur cette planète que les économistes décrivaient comme celle qui avait été capable de créer le plus d'abondances depuis son origine, 400 milliardaires possédaient plus de richesses que la moitié de la population mondiale. L'Organisation des Nations unies (ONU) reconnaissait à l'été 2014 que le monde comptait 2,2 milliards d'êtres humains pauvres ou proches de la pauvreté.

Vous rendez-vous compte ma chère Line de ce chaos ? Les profits allaient aux plus riches, aux personnes morales, aux consortiums, sous forme de dividendes gigantesques. La fiscalité des grandes entreprises devenait dérisoire à l'échelon mondial en raison de l'optimisation fiscale à laquelle elles se livraient en toute légalité, aux paradis fiscaux qui recyclaient argent propre et argent sale dans une même lessiveuse blanchissant sans distinction d'origine et de nationalité le *capharnaüm* monétaire d'euros, dollars, yens, sterling, roubles, yuans...

Les États, étranglés par leurs dettes accumulées depuis des générations, découvraient dans la panique que « demain on ne raserait plus gratis » et imposaient à leurs peuples des mesures brutales d'économie pour compenser des années de dilapidation. Asphyxiés par un manque de courage édifiant ou une vision à court terme de leur mandat, ils avaient oublié qu'avant de dépenser de la valeur, il faut la créer.

— Line : J'ai découvert que bien des intellectuels se sont exprimés pour s'élever contre de telles pratiques.

— GP : Vous avez parfaitement raison. Je me souviens du *best-seller* de Lloyd Field : *Leçons de bouddhisme pour l'entreprise*, préfacé par le quatorzième dalaï-lama, ou encore de Franck Martin parlant « congruence »⁴ dans son ouvrage *Managez humain, c'est rentable !* Le pape François en personne, dans une exhortation apostolique, en 2015, déclarait que les hommes étaient des esclaves devant se libérer des structures économiques et sociales qui les réduisaient en esclavage, et il ajoutait : « De même que le commandement de ne pas tuer pose une limite claire pour assurer la valeur de la vie humaine, aujourd'hui, nous devons dire "non à une économie de l'exclusion et de la disparité sociale". Une telle économie tue. » Je vous laisse deviner... ces propos lui valurent d'être qualifié de marxiste !

La liste est longue des compagnons intellectuels qui, chacun dans leur sphère d'influence, ont pesé pour remettre l'homme au centre du débat, preuve que le débat était vif. Voici quelques exemples : l'Allemand Herbert Marcuse, philosophe, sociologue marxiste, auteur notamment de *L'homme unidimensionnel* ; l'Argentin Mario Luis Rodríguez Cobos, fondateur du Mouvement humaniste ; le Suisse Jean Ziegler, homme politique, altermondialiste et sociologue, rapporteur spécial auprès de l'ONU sur la question du droit à l'alimentation dans le monde ; les Français Albert Jacquard, chercheur et essayiste qui, à travers ses fonctions officielles, a tenu un discours humaniste destiné à favoriser l'évolution de la conscience collective, et Stéphane Hessel, qui après une carrière diplomatique et politique s'est fait connaître du grand public pour ses prises de position concernant les droits de l'homme ; enfin l'Albanaise Mère Térésa, célèbre pour son action personnelle caritative à Calcutta et la fondation d'une congrégation de religieuses, les Missionnaires de la Charité...

— Line : Ce sont tous ces gens illustres qui ont renversé la tendance ?

— GP : Oui, mais aussi des anonymes qui ont écrit, tenu des conférences et fait en sorte que l'opinion publique prenne conscience de la bêtise générale dans laquelle le monde s'était embarqué.

— Line : Et vous, quel a été votre rôle ?

.....

4 Congruence : fait de coïncider, de s'ajuster parfaitement (Larousse).

— GP : Pour ma part, je suis un travailleur solitaire, et je ne me suis jamais associé à un mouvement politique revendicatif. L'altermondialisme ne correspondait pas à ma façon de penser. J'estimais – mais peut-être avais-je tort ? – que l'on renforce une idée, une position, une idéologie en les combattant frontalement. Pour les vaincre, il faut en démontrer l'absurdité et proposer une alternative construite. Je pensais néanmoins que la libre entreprise effrénée, sans bride et sans limitation, favorisait les excès. Pourquoi ? Parce que son postulat de même que son mode opératoire étaient avant tout quantitatifs et fondés sur l'idée que « plus » est bien mais « encore plus » est mieux. D'où les dérives et le mirage de cette proposition : plus de pauvreté est bien mais encore plus de pauvreté est encore mieux...

— Line : Je comprends parfaitement votre point de vue, mais concrètement que se passait-il dans les entreprises ?

— GP : L'abus était une banalité que les dirigeants introduisaient dans l'entreprise et que les actionnaires renforçaient en exigeant des retours sur investissement toujours plus élevés. Le rendement à deux chiffres était devenu monnaie courante depuis que les fonds de pension imposaient, pour leurs affiliés recherchant les meilleurs placements possibles, des revenus en constante progression, ce qui affaiblissait d'autant les sociétés dans l'incapacité de répondre à cette exigence, avec à la clé un fort risque de désengagement capitalistique et, par la suite, une disparition pure et simple. Déjà dans les années 1980 – 1990, le magazine américain *Fortune* proposait un article sur le cercle vicieux de l'investissement et, d'une manière générale, l'Autorité des marchés financiers (AMF) invitait les épargnants à appliquer des règles de vigilance avant tout investissement important.

— Line : Nous avons évoqué il y a un instant les penseurs, philosophes, économistes qui avaient pris position à cette époque. N'ont-ils pas réussi à faire des émules dans le monde de l'entreprise ?

— GP : L'aspect qualitatif avait été abordé à travers les concepts de développement durable, de responsabilité sociale de l'entreprise. D'ailleurs, la notion de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) était évoquée dans une perspective qui conduisait à évaluer la performance de l'entreprise sous trois angles : environnemental (compatibilité entre l'activité de l'entreprise et le maintien des écosystèmes), social (conséquences sociales de l'activité de l'entreprise), et économique

(performance financière). Pourtant, la plupart des organisations se contentaient d'affichage sur ces sujets, peu évalués en termes d'efficacité, sans prétendre s'engager plus avant dans ces démarches, cela au nom de l'incontournable compétitivité. Les patrons juraient la main sur le cœur que leurs entreprises étaient à la fois conscientes et actives sur le sujet, mais les personnes en charge de ces dossiers devaient dépenser une énergie folle pour imposer l'esquisse d'une prise de conscience et l'esquisse de l'esquisse d'une mise en œuvre !